

Bamako : Ouverture de l'atelier technique de renforcement de la communication gouvernementale.

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 06 MARS 2025

1738

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Drames liés à l'orpaillage au Mali

Renforcement des mesures

de sanctions et de préventions



Présidence de Koulouba : Une délégation russe reçue



Opération KOLONGO DJIGUITOUGOU 2 : Succès des Forces Armées Maliennes contre le terrorisme

Malikilé

Votre Quotidien numérique
d'information et de communication



RAMADAN2025

L'équipe de votre journal numérique "Malikilé" vous souhaite un mois de Ramadan béni, rempli de paix, de spiritualité et de partage.

Que ce mois sacré soit l'occasion de renforcer les liens et de prier pour la prospérité de notre cher Mali. Ramadan Kareem à tous et à toutes.

P.10



P.13



P.20



Une /



Drames liés à l'orpaillage au Mali : Renforcement des mesures de sanctions et de préventions

P.4

Brèves /



A travers un geste solidaire des femmes de la CANAM : Des milliers de personnes vulnérables retrouvent le sourire.
Opération KOLONGO DJIGUITOUGOU 2 : Succès des Forces Armées Maliennes contre le terrorisme
Bamako : Ouverture de l'atelier technique de renforcement de la communication gouvernementale.
Présidence de Koulouba : Une délégation russe reçue

P.9

P.9

P.10

P.10

Actualité /



Kenieba : Le drame de l'orpaillage artisanal
Mali-Usa : L'argent de tous les soupçons !

P.13

P.17

Politique /



Paix et réconciliation au Mali : Ousmane Issoufi Maïga exhorte les Maliens au travail
Lettre à grand-père : La démocratie en mal, très en mal !

P.20

P.22

Culture & société /



Micro-trottoir : Comment les Maliens accueillent le ramadan ?

P.24

International /



Chine : Deux Sessions en deux minutes dix axes prioritaires du travail du gouvernement pour 2025
Développement de l'Intelligence artificielle : La Chine peut être un bon partenaire, selon Daniel NJANKOUO LAMERE

P.25

P.26

Sport /



Mustapha Sangaré, joueur du Levski Sofia : En quête d'une sélection internationale

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Drames liés à l'orpaillage au Mali

Renforcement des mesures de sanctions et de préventions

Suite aux récents drames survenus sur les sites d'orpaillage à Kokoyo et Bilalikoto, le Chef de l'État a pris des mesures fermes pour éviter de futurs drames humains et environnementaux dans notre pays. Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a annoncé un ensemble de décisions visant à corriger les dysfonctionnements et à renforcer la réglementation dans ce secteur vital.

Tout d'abord, il a été décidé d'abroger les actes de nomination des responsables administratifs directement impliqués dans les incidents récents, y compris les Préfets, les Sous-préfets, les responsables des forces de sécurité, des services locaux des Eaux et Forêts, des services d'assainissement, de contrôle des pollutions et des nuisances, ainsi que du service subrégional de la Géologie et des Mines. Cette

mesure vise à assumer la responsabilité et à sanctionner les erreurs commises.

Ensuite, une relecture des textes juridiques est prévue afin de mettre fin aux transactions dans le domaine environnemental, de faciliter la récupération des équipements utilisés dans l'orpaillage, et de les réaffecter au patrimoine de l'État. Il s'agit de renforcer le contrôle et la gestion des ressources naturelles pour une exploitation plus durable et respectueuse de l'environnement.

Par ailleurs, les responsables des Collectivités territoriales ont décidé de suspendre les permis d'exploitation des mines artisanales accordés à des ressortissants étrangers. Cette mesure vise à garantir que l'exploitation des ressources minières reste sous contrôle national et respecte les normes en vigueur.

Enfin, une procédure de dissolution du Conseil municipal de Dabia a été enclenchée, démontrant ainsi la volonté des autorités de prendre des mesures fortes pour prévenir de nouveaux incidents et assurer la sécurité des populations locales.

Ces mesures prises par le Président de la Transition traduisent une volonté politique forte de mettre un terme aux pratiques illégales et dangereuses dans le secteur de l'orpaillage, et de garantir un développement durable et responsable de notre pays.

À lire en encadré, l'extrait des dites mesures prises en conseil des ministres de ce mercredi 5 mars 2025

Yacouba Ongoïba

DÉCISION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 5 MARS 2025

Après les drames survenus sur les sites d'orpaillage, respectivement à Kokoyo, village de Danga, Cercle de Kangaba, le 29 Janvier 2025, puis à Bilaliko, Cercle de Kenieba, le 14 Février 2025,

Le Chef de l'Etat a instruit le Gouvernement de renforcer les mesures pour éviter les drames humains et environnementaux dans notre pays.

Le Président de la Transition le Général d'Armée Assimi Goïta a pris les mesures suivantes:

1. L'abrogation des actes de nomination des responsables administratifs directement impliqués dans la survenance desdits incidents : Préfet, Sous-préfets, responsables des forces de sécurité (Police, Gendarmerie, Garde), services locaux des Eaux et forêts, services d'assainissement et du contrôle des Pollutions et des Nuisances, service sub-regional de la Géologie et des Mines;



2. La relecture de certains textes juridiques pour, entre autres, mettre fin à la transaction dans le domaine environnemental, faciliter la récupération des équipements impliqués dans l'orpaillage, puis les affecter dans le patrimoine de l'Etat;

3. La suspension par les responsables des Collectivités territoriales, du permis d'exploitation des mines artisanales octroyé à des personnes de nationalité étrangère;

4. Le lancement de la procédure de dissolution du Conseil municipal de Dabia.



■ Issiaka Tamboura



Est-ce que ça c'est question ? Eh bien c'est clair : avec djiguiya, l'État s'occupe de toi à l'aller et orange te caresse au retour



■ Daouda Bakary Kone



Depuis, j'attends la suite de l'affaire Moussa Mara à la cour suprême. Sinon, orange m'a déjà prélevé ses taxes ce matin...mais là là, j'attends la suite de Mara depuis 7h..et il est 16h...

Ayiwa ko Moussa Mara rend chez lui sans charge, après 7 d'horloge

■ Koureichy Cisse



Maintenant, je commence à aimer la Transition ! Boureima , désormais, je suis FAN hein

Quelqu'un n'a qu'à sortir pour dire "Non" Ko la Démocratie n'est pas bonne. Tu as ta dictature wala

■ Kassoum Thera



Toutes mes félicitations à Fatoumata Siré Diakité dite Junior chargée de mission au ministère de la Promotion de la femme de l'enfant et de la famille distinguée par l'agence Daffé Évén de notre confrère Ousmane Coulibaly dans le cadre de la 7^{ème} édition de la Nuit des femmes battantes et combattantes du Mali. Un événement organisé dans le cadre des festivités du 8 mars. Notons que ce sont 30 femmes du Mali du Burkina, des États Unis, de la Guinée... évoluant dans plu-

sieurs secteurs d'activités qui ont été récompensées durant cette présente cérémonie tenue dans la salle Union africaine de l'hôtel de l'Amitié



■ Arégialédis -



Pays là chak mois y a une nouvelle star. Le mois passé y avait nom, mars a commencé net, y a nouveau nom. Ko Gbagbo Madou

■ Ammy Baba Cisse



TAXES, CHEFS, PEUPLE, AVANTAGES

Depuis le lever du soleil, ce Mercredi 5 Mars 2025, nous constatons une sorte d'acharnement nourri contre le gouvernement suite à l'application des mesures de taxation par les opérateurs téléphoniques.

Si les uns comprennent le bien-fondé de la décision, nécessitée par une dynamique de souveraineté, les autres dénoncent et crient à des mesures "illégalles, illégitimes et inhumaines".

Jadis, le curseur accusateur était mis sur le CNT. De toutes les institutions, c'est ce conseil national de transition qui a soumis le texte qui encadre les avantages de ses membres à la plus haute juridiction en la matière : LA COUR CONSTITUTIONNELLE.

Devant Dieu et les maliens, un arrêt de cette souveraine Cour a été rendu pour valider, avec effet rétroactif, le projet de texte transmis par le CNT.

Mais bizarrement, les yeux et les oreilles n'ont vu et entendu que les millions mensuels des membres du CNT.

Je suis d'accord qu'ils doivent réduire, selon leur souhait et selon le pourcentage qui leur convient, tout ce qu'ils perçoivent pour contenter l'opinion à qui le CNT a été présenté comme le virus des institutions transitoires.

Souvent, c'est un discours ciblé, porté par des acteurs et proches de responsables au sommet du pouvoir. Mais ces éléments n'osent pas soulever les 150 millions du président de la transition, son budget

de plus de 17 milliards et le budget du gouvernement qui est aussi à plus de 13,5 milliards avoisinant celui du CNT 13,8 milliards. Il faut que le chef de l'Etat prenne un décret qui fixe à une baisse drastique les fonds de souveraineté de la présidence et les fonds spéciaux de la primature et de la future Assemblée. L'opinion est chauffée en faisant le constat que les lignes sont figées à ce niveau. Ce que la loi a acté doit être respecté. C'est un principe que certains aiment violer. Mais il est impérieux que si le CNT est ciblé, que la présidence et la primature aussi soient cochées dans la même case.



Les vignettes automobiles ne sont pas encore disponibles. Et pourtant c'est une source légitime de recettes publiques.

■ Perzan Fondateur du Pat



Le manque de confiance ici c'est 90% de notre problème
Comment tout le monde en est arrivé à douter de tout le monde ?

■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int



Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, a accordé une audience, ce mardi 04 mars 2025, à une délégation du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, conduite par son Président, Monsieur Habib SYLLA, en présence de madame le Secrétaire général du Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine.

Lors de leur entretien fructueux et cordial, le Ministre DIOP et son hôte ont évoqué plusieurs questions importantes relatives à la prise en charge efficace des préoccupations des Maliens établis à l'Extérieur en vue d'une part, de faciliter leur séjour dans les pays d'accueil et d'autre part, de renforcer davantage leur contribution à la vie de la nation et au développement durable du Mali. A cet égard, l'accent

a été surtout mis sur la facilitation de l'accès aux documents consulaires ; les interactions entre les bases du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur et les Missions diplomatiques et Postes consulaires ; le soutien et l'accompagnement de nos diasporas, y compris africaines, aux efforts de nos Autorités de la transition et à la Confédération des États du Sahel.

Au regard de la centralité de la question de l'amélioration des conditions de séjour de nos compatriotes établis à l'extérieur, le Ministre DIOP a souligné les nouvelles initiatives y afférentes, prises par nos plus hautes Autorités, notamment l'activation prochaine de la solution informatique sécurisée dans les Missions diplomatiques et postes consulaires visant à faciliter la prise en charge des besoins administratifs des usagers. Il a conclu tout en exprimant son appréciation positive à la mobilisation constante et à la contribution significative du Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur aux côtés du Gouvernement en faveur de nos compatriotes établis à l'extérieur.
Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI.



■ Yeah Samake



MESSAGE DE VŒUX À LA COMMUNAUTÉ CHRÉTIENNE CATHOLIQUE À L'OCCASION DU MOIS BÉNI DE CARÊME 2025

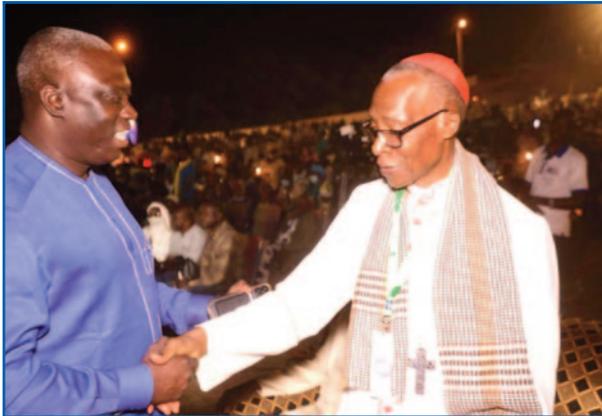
Chers frères et sœurs en Christ,

En ce mois sacré du Carême, je tiens à vous adresser mes vœux les plus chaleureux et spirituels. Cette période de réflexion, de prière et de jeûne est une occasion précieuse pour nous tous, quelles que soient nos croyances, de méditer sur les valeurs universelles de compassion, de pardon et d'entraide.

Je respecte profondément la dévotion avec laquelle vous vous engagez dans cette période sacrée, vous rapprochant de Dieu et renforçant les liens au sein de votre communauté. C'est un exemple puissant de la foi en action, et un rappel de l'importance de la spiritualité dans la conduite d'une vie équilibrée et harmonieuse.

Que ce Carême vous apporte paix, réconfort et renouvellement spirituel. Je vous souhaite à tous un chemin de Carême rempli de réflexions profondes et de moments de tranquillité.

En union de prière, rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Issiaka Tamboura



Cour suprême : Fin d'audition de Moussa Mara, cité comme témoin dans l'affaire de l'acquisition de l'avion présidentiel. L'ancien PM a fait face à la chambre civile d'instruction de la cour suprême pendant 7 heures d'horloge. Il rentre chez lui sans charge.

Selon Chodi Ag, avec les nouvelles taxes, même les groupes armés et les autres vont contribuer au fonds de soutien diagoa ou bien ils vont laisser orange money et les forfaits internet. Bizarrement c'est pas faux.

Revirement à Washington DC : Compte rendu de la commission de crise du Mardi 4 Mars 2025

Après examens des points inscrits à l'ordre du jour, le personnel localement recruté de l'ambassade du Mali à Washington a décidé de poursuivre une grève de 120h du Mardi 4 Mars au vendredi 7 Mars 2025. Raisons : après la levée de toutes les sanctions sans exception contre le personnel, l'ambassadeur a refusé l'accès au chef cuisinier et à la dame de ménage. De même pour le chauffeur qui n'a pas accès à la voiture de fonction.

Autre décision qui a fâché : des interventions de rôles opérés entre le secrétaire particulier et l'assistant économique.

Nb : ces informations viennent de plusieurs sources concordantes. Bon Ramadan

■ A'SALFO



Partenaire historique et diffuseur officiel du FEMUA depuis sa création, le groupe Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) a toujours été à nos côtés pour faire vibrer les téléspectateurs ivoiriens et du monde entier au rythme des moments forts du festival.

Pour cette édition, la RTI entend redoubler d'efforts afin de vous offrir une couverture exceptionnelle et vous faire vivre un FEMUA inoubliable.

C'est dans cette perspective que j'ai rencontré ce matin, à la Maison Bleue son Directeur général, Jean-Martial Adou, afin d'échanger sur les dispositions à mettre en place pour une diffusion optimale du FEMUA ainsi que de ses moments phares.



■ Primature du Mali



DÉCISION DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 5 MARS 2025

Après les drames survenus sur les sites d'orpaillage, respectivement à Kokoyo, village de Danga, Cercle de Kangaba, le 29 Janvier 2025, puis à Bilalikoto, Cercle de Kenieba, le 14 Février 2025,

Le Chef de l'Etat a instruit le Gouvernement de renforcer les mesures pour éviter les drames humains et environnementaux dans notre pays.

Le Président de la Transition le Général d'Armée Assimi Goïta a pris les mesures suivantes :

1. L'abrogation des actes de nomination des responsables administratifs directement impliqués dans la survenance desdits incidents : Préfet, Sous-préfets, responsables des forces de sécurité (Police, Gendarmerie, Garde), services locaux des Eaux et forêts, services d'assainissement et du contrôle des Pollutions et des Nuisances, service subrégional de la Géologie et des Mines;
 2. La lecture de certains textes juridiques pour, entre autres, mettre fin à la transaction dans le domaine environnemental, faciliter la récupération des équipements impliqués dans l'orpaillage, puis les affecter dans le patrimoine de l'Etat;
 3. La suspension par les responsables des Collectivités territoriales, du permis d'exploitation des mines artisanales octroyé à des personnes de nationalité étrangère;
 4. Le lancement de la procédure de dissolution du Conseil municipal de Dabia.
- CCRP

A travers un geste solidaire des femmes de la CANAM : Des milliers de personnes vulnérables retrouvent le sourire.



Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la Femme, le 8 mars, couplée au mois béni de ramadan, l'Amicale des Femmes Solidaires de la CANAM a décidé de venir au secours de trois catégories de personnes vulnérables que sont les veuves, les personnes vivant avec un handicap et les indigents par une donation de 1000 kits de vivres composés de riz, de sucre, de lait, du thé et d'huile. La cérémonie présidée par le ministre de la Santé et du Développement Social, le médecin colonel Assa Badiallo TOURE, qui avait à ses côtés, les directeurs nationaux et généraux relevant du département de la Santé et du Développement Social.

Pour la vice-présidente de l'Amicale des Femmes Solidaires de la CANAM, Mme Ténin DIALLO, à travers cette œuvre humanitaire, « nous avons une fois de plus réaffirmé notre engagement à œuvrer pour une CANAM solidaire avec les couches vulnérables, une CANAM tout simplement au service des maliens ».

En plus de ce geste en faveur des trois catégories choisies, les femmes de la CANAM vont également offrir des repas chauds aux malades et à leurs accompagnateurs dans les hôpitaux Gabriel TOURE, Kati, hôpital du Mali et l'hôpital du district de la commune 4.

Par ailleurs, les femmes de la CANAM saisissent cette occasion pour réaffirmer leur engagement à lutter contre la fraude sous toutes ses formes qui menace la pérennité de l'AMO.

Au nom des bénéficiaires, monsieur Dramane DEMBELE, a salué la solidarité, l'esprit de partage et d'entre-aide pour qui connaît son sens durant ce mois béni de ramadan. Occasion de saluer la clairvoyance du ministre Assa Badiallo TOURE à travers la CANAM et l'ANAM.

Cette donation selon le médecin Colonel Assa Badiallo TOURE, cadre parfaitement avec la volonté de solidarité et de partage des autorités de la transition. A cet effet, la donation traduit le vœu des femmes de la CANAM de faire avancer la cause des personnes vulnérables et de

Opération KOLONGO DJIGUITOUGOU 2 : Succès des Forces Armées Maliennes contre le terrorisme



Les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont récemment mené l'opération KOLONGO DJIGUITOUGOU 2, du 20 au 25 février 2025, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le renforcement de la sécurité nationale. Cette opération, qui fait suite à KOLONGO DJIGUITOUGOU 1, a été coordonnée par le PC Secteur 5 et a été couronnée de succès.

Au cours de cette offensive, les FAMA ont infligé un coup sévère aux Groupes Armés Terroristes (GAT), contrecarrant ainsi leurs tentatives de déstabilisation dans la région. Plusieurs combattants ennemis ont été neutralisés, dont Boubacar Bekaye DIALLO, un terroriste de renom qui semait la terreur parmi les populations civiles. De plus, les FAMA ont saisi d'importants matériels militaires et des fonds illégalement prélevés sur les populations.

Ces résultats témoignent de l'efficacité des stratégies déployées sur le terrain et de la capacité opérationnelle des forces armées maliennes. Outre l'affaiblissement des capacités des groupes terroristes, cette opération a également permis de sécuriser plusieurs localités, rétablissant ainsi l'autorité de l'État dans des zones précédemment sous pression. Les populations locales ont exprimé leur soulagement face à l'élimination des menaces pesant sur leur quotidien et ont renouvelé leur confiance envers les FAMA. Cette victoire confirme la montée en puissance des forces armées maliennes, qui s'engagent à éradiquer la menace terroriste sur l'ensemble du territoire.

Les FAMA réaffirment ainsi leur rôle crucial dans la lutte contre l'insécurité et leur détermination à poursuivre le combat jusqu'à l'élimination totale des groupes hostiles à la souveraineté nationale. Leur engagement sans faille et les opérations de ratissage en cours démontrent une volonté ferme d'imposer la stabilité et de garantir une paix durable au Mali.

Fatou Sissoko

contribuer activement à la consolidation du système de solidarité au Mali. Elle a ainsi exhorté les femmes à plus d'efforts et de cohésion. « Continuez à être cette force motrice qui impulse le changement et inspire les générations futures » leur a-t-elle prodigué.

Réseau de Communication du MSDS.

Bamako : Ouverture de l'atelier technique de renforcement de la communication gouvernementale.



Le Ministre de la Communication, de l'Économie Numérique et de la Modernisation de l'Administration, M. Alhamdou Ag ILLYÈNE, a lancé ce mardi 4 mars 2025 un atelier technique de renforcement des capacités en communication gouvernementale. Cette initiative s'inscrit dans la continuité du séminaire gouvernemental tenu le lundi 3 mars 2025 sur le même sujet.

Cet atelier réunit des acteurs de divers secteurs de la presse publique et privée ainsi que de la communication gouvernementale. Parmi les participants figurent : 10 représentants des organes de presse représentant la Maison de la Presse, dont son président, M. Bandjougu DANTÉ ; 2 représentants de la presse en ligne, dont son président, M. Modibo FOFANA ; 2 représentants de l'Union des Radios et Télévisions Libres du Mali, dont son président, M. Mamoudou BOCOUM ; 10 acteurs des médias sociaux ; 2 représentants de l'AFPM, dont sa présidente, Mme Dado CAMARA ; 4 représentants de l'ORTM ; 2 représentants de l'AMAP ; 2 représentants de l'ANCD ; 2 représentants de l'AGETIC ; 2 représentants de la DIRPA ; des journalistes de Renouveau TV et de Africable Télévision ; des membres des cellules de communication de la Présidence de la République et de la Primature ; l'ensemble des chargés de communication des départements ministériels.

L'objectif principal de cet atelier est de renforcer la collaboration entre ces acteurs afin de structurer une communication gouvernementale plus efficace, transparente et responsable. Cela est d'autant plus crucial dans un contexte où la cohésion sociale demeure une priorité absolue pour les plus hautes autorités.

Animé par des experts nationaux et internationaux, l'atelier propose des débats enrichissants et des panels interactifs favorisant une participation active de tous les intervenants. « La crise multidimensionnelle que traverse notre pays, les enjeux sécuritaires et le phénomène du terrorisme médiatique exigent du Gouvernement une maîtrise renforcée de sa communication. Il est primordial d'informer les populations de manière claire et précise, de consolider la cohésion sociale et de préserver les intérêts de la Confédération des États du Sahel. Cet atelier a pour but de sensibiliser les acteurs aux défis et perspectives de la communication dans un contexte de guerre informationnelle, de créer un cadre de collaboration harmonieux entre les différents intervenants et de développer des outils pour rendre la communication gouvernementale plus fluide et cohérente. Les travaux se poursuivront jusqu'au 6 mars 2025 », a déclaré le Ministre de la Communication.

CCRP - CIGMA

Présidence de Koulouba : Une délégation russe reçue



Le Président de la Transition malienne, Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a récemment accordé une audience à une délégation russe menée par le Vice-Ministre de la Défense, Younou-Bek EVKOUROV. Cette rencontre, qui s'est déroulée le mardi 04 mars 2025, a permis d'évaluer la coopération en matière de sécurité entre la République du Mali et la Fédération de Russie.

L'objectif de la visite de la délégation russe était de discuter des différents aspects de la coopération sécuritaire entre les deux pays. Le Vice-Ministre russe a rapporté les discussions qu'il a eues avec les autorités militaires maliennes, notamment le ministre de la Défense et des Anciens combattants, le Général Sadio CAMARA. Avant d'être reçue par le Président malien, la délégation russe a eu l'opportunité d'échanger avec le ministre de la Défense, démontrant ainsi l'importance accordée à cette coopération par les deux parties.

Cette rencontre souligne l'engagement des autorités maliennes et russes à renforcer leur collaboration en matière de sécurité, dans un contexte où la stabilité et la paix dans la région sont des enjeux majeurs. La coopération bilatérale en matière de sécurité entre le Mali et la Russie est un élément clé pour faire face aux défis sécuritaires actuels et pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

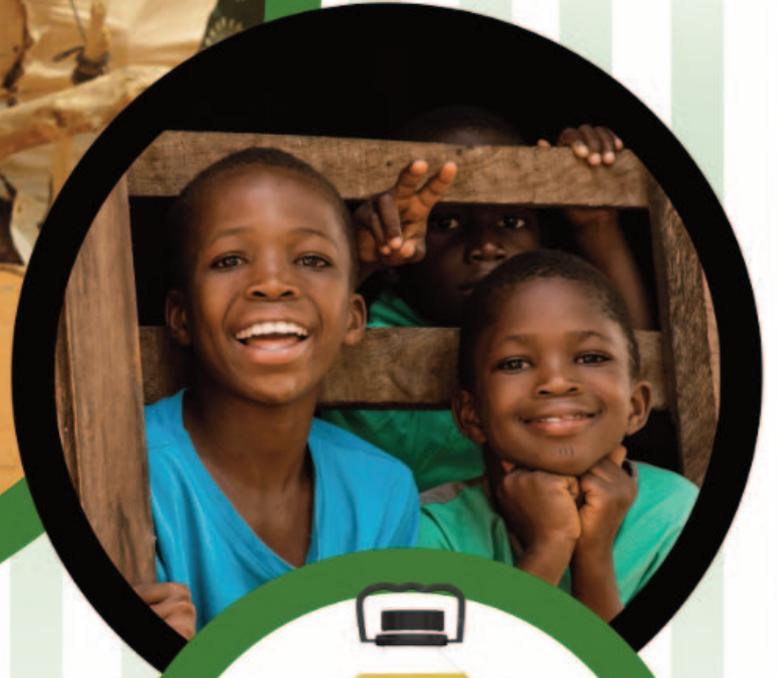
La visite de la délégation russe et les discussions qui ont eu lieu lors de cette audience témoignent de la volonté des deux pays de consolider leur partenariat stratégique et de renforcer leur coopération dans le domaine de la sécurité. Cette rencontre marque ainsi une étape importante dans le renforcement des liens entre le Mali et la Russie, et ouvre la voie à de nouvelles opportunités de collaboration dans le domaine de la sécurité.

Mohamed N'Diaye



Agir pour
un sourire

16^{ème} Edition



Appel aux dons volontaires

Les volontaires en aide aux démunis,
lancent la 16^{ème} édition de l'opération
"Agir pour un sourire"

200 familles comptent sur
votre parrainage.

1 panier =
Argent + Nature
25 000 F Cfa 25 kg de riz
10 kg de sucre
5L d'huile
1 paquet de thé

Rejoignez-nous en devenant volontaire

Orange Money : +223 76 17 72 62 / 76 01 18 69 / 74 74 27 61



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE
L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption

et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

 BAMA KO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

 (+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

 contact@oclei.ml  www.oclei.ml

Kenieba : Le drame de l'orpaillage artisanal

L'éboulement du site minier artisanal à Bilaly Koto, qui a causé la mort d'une cinquantaine de personnes, relance le débat sur l'impérieuse nécessité de réguler et sécuriser les activités minières afin de protéger les travailleurs et les communautés locales. Néanmoins, les populations de Kéniéba, à travers la Fédération locale des orpailleurs du cercle de Kéniéba, sont déterminées à trouver des solutions pour améliorer les conditions de travail et réduire les risques d'accidents sur ces sites.

A Bilaly Koto (lieu de l'effondrement), c'est la consternation et le recueillement. Les familles des disparus continuent de pleurer leurs morts. Selon des informations et témoignages recueillis auprès des populations de ce village martyr, c'est aux environs de 6 h du matin, le samedi 15 février 2025, que l'éboulement a eu lieu. Sur le site, il y avait au moins une cinquantaine de personnes, essentiellement des femmes recher-

chant des morceaux d'or, lorsque la terre s'est effondrée.

Aussitôt, les opérations de déblaiement ont commencé pour la recherche de survivants. Mais hélas ! Les secouristes n'ont pu extraire que 42 corps des décombres, dont douze femmes enceintes et deux enfants allaités. Sur ce site, lieu du drame, autrefois exploité par une entreprise chinoise, mais abandonné

et attirant de nombreux orpailleurs artisanaux en quête d'or, on pouvait sentir l'odeur de cadavres piégés sous les décombres.

Une délégation gouvernementale a été dépêchée sur place pour constater les dégâts et prendre des mesures appropriées afin qu'une telle tragédie dévastatrice ne se reproduise plus à Kéniéba ou ailleurs. En plus, le président de la Transition, le général d'armée Assimi Goïta, par la voix de son Premier ministre, le général Abdoulaye Maïga, a déclaré que cet éboulement, qui n'est pas le premier du genre, ne restera pas impuni.

Pour le chef du village de Bilaly Koto, Douga Kéita, la délégation ministérielle a minimisé la gravité de cette tragédie et le danger que représentent les sites d'orpaillage chinois pour la population et l'environnement en général.

"Ce qui s'est passé dans mon village est plus qu'une tragédie dévastatrice. J'ai toujours dénoncé la présence des Chinois dans le cadre de l'orpaillage, car ils ne respectent





aucune mesure. J'ai personnellement dit aux ministres des Mines, de l'Environnement et de l'Assainissement que la présence des Chinois constitue un véritable danger pour toute la Commune. Je leur ai également dit que je ne voulais plus de la présence chinoise dans mon village et de tout faire pour les faire partir. Mais les ministres m'ont sèchement répondu qu'ils n'avaient pas ce pouvoir. C'est là que je me suis rendu compte que la délégation ministérielle n'a pas mesuré l'étendue de la gravité de la situation", a affirmé Tiémoko Keita, le fils du chef de village, rapportant les propos de son père.

Les accidents sont très fréquents dans cette partie du cercle de Kéniéba, largement exploitée par des Chinois et des Burkinabè avec l'accord du gouvernement et la bénédiction de certains chefs de village. Une grande partie de l'activité minière n'est pas réglementée et les mineurs utilisent des méthodes peu sûres pour extraire l'or, ce qui cause fréquemment des éboulements.

Pour réglementer ce secteur, la Fédération locale des orpailleurs du cercle de Kéniéba a vu le jour, avec pour objectif principal de défendre les orpailleurs et de réglementer le secteur, dominé par des Chinois et des Burkinabè appelés "Mochis" au détriment des autochtones.

"La Fédération, comme son nom l'indique, vise à gérer le secteur minier au niveau local

et à faire en sorte que l'or puisse briller pour Kéniéba et tout le Mali dans son ensemble. C'est aussi réorganiser le secteur minier, notamment l'orpillage. Pour cela, nous avons commencé à recenser tous les sites d'orpillage du cercle de Kéniéba avec l'appui d'un huissier de justice. En un mot, nous avons voulu assainir le secteur de l'orpillage et mettre fin aux multiples éboulements que le cercle continue de connaître. Mais à notre grande surprise, la direction générale de l'administration territoriale a décidé de suspendre toutes nos activités", a souligné Abdoulaye Touré, vice-président de la Fédération locale des orpailleurs du cercle de Kéniéba.

En effet, il ressort de nos enquêtes que dans une lettre confidentielle en date du 6 novembre 2024, la direction générale de l'administration territoriale a suspendu les activités de la Fédération au motif que celle-ci s'est substituée aux acteurs reconnus dans le secteur minier et procède à du racket. Des accusations que les responsables de la Fédération rejettent catégoriquement en attaquant ladite lettre devant la justice.

"Tout notre problème a commencé lorsque nous avons instauré un système de recensement des sites d'orpillage. Parce que quand un site d'orpillage devait s'ouvrir, les chefs coutumiers percevaient deux millions

chaque mois comme droit de sol. L'ancien bureau de la Fédération aussi touchait des millions par mois. Mais avec le système de recensement que nous avons mis en place, tout est clair et traçable. Tout le monde sait ce qui a été payé durant le mois et l'année, et cela part directement dans la caisse. Pour nous, ce système est vraiment transparent. Les principaux acteurs du racket sont connus de tous, y compris de l'Etat. C'est l'ancien président de la Chambre des Mines de Kéniéba, Lassane Camara, qui a orchestré tout cela pour que notre Fédération soit suspendue, car il ne veut pas de transparence dans la gestion de l'orpillage. Toutes nos activités sont bloquées par cette mesure. Nous demandons la levée de cette mesure pour que nous puissions continuer nos activités", s'est défendu Adama Foulo Sissoko, membre de la Fédération.

Cette situation a déclenché des poursuites judiciaires contre les premiers responsables des trois Fédérations du cercle de Kéniéba, des procédures qui les ont menés jusqu'à Bamako, devant un juge.

Redistribution équitable des revenus

"Nos adversaires sont allés dire que nous avons effectué des recensements illégaux dans leurs communes sans mandat, ce qui est faux. Devant le juge, nous avons présenté

tous nos documents légaux, ce qui a convaincu le juge de nous libérer. Nous voulons le bonheur des orpailleurs de Kéniéba et aussi une redistribution équitable des revenus de l'orpaillage entre tous les fils et filles de Kéniéba. Si vous voyez que les effondrements se multiplient, c'est parce que les ressources sont mal gérées. Ce n'est qu'une poignée de personnes qui bénéficient du dû de tout un village ou une commune. Nous demandons à la direction de l'administration territoriale de revoir sa décision", a renchéri un autre responsable de la Fédération locale.

Notre enquête révèle aussi l'implication de la jeunesse de Kéniéba et de la société civile dans la conquête des Chinois dans la zone, comme nous l'explique un jeune de Sitakily.

"Si nous voyons que l'orpaillage chinois a pris une ampleur inédite à tel point que personne ne peut rien faire, c'est à cause de l'implication de la jeunesse. Parce que c'est la jeunesse qui est le point focal de ces Chinois partout où ils passent. En outre, la jeunesse, ils sont fortement soutenus par la société civile et l'ancien bureau de la Fédération. Le comble dans tout ça, c'est que tu n'oses même pas porter plainte contre eux pour violation de l'environnement et de l'écosystème avec l'utilisation abusive du cya-

nure. Ils sont également soutenus par les autorités administratives de la localité, en premier lieu le préfet et la gendarmerie", a dénoncé amer un jeune de Sitakily.

Les environnementalistes sont formels : l'utilisation du cyanure comporte des risques importants, notamment la contamination des sols et des cours d'eau, ainsi que des dangers pour les travailleurs et les communautés environnantes.

Sur les deux sites d'orpaillage que nous avons visités (Bilaly Koto et Kéniéba ville), le constat est amer. L'utilisation du cyanure a complètement détruit le paysage, polluant ainsi l'environnement et mettant en danger ses habitants. En effet, l'exposition au cyanure peut entraîner des maux de tête, des nausées, des vertiges, et même des effets plus graves comme des troubles neurologiques et des problèmes respiratoires.

"Les Chinois ne respectent rien en termes de protection de l'environnement. A cause de l'utilisation du cyanure, nous manquons d'eau potable dans le village et de marigot où nos enfants se baignent. A l'insu des parents, c'est dans ces eaux hautement toxiques que les enfants se baignent. En conséquence, les enfants attrapent très vite des maladies cardiovasculaires et des brû-

lures au niveau de la peau. Nous avons perdu beaucoup d'enfants à cause de cela. Il y a moins d'une semaine, j'ai perdu une dizaine de têtes de bétail qui avaient consommé l'eau contaminée par le cyanure, car nous faisons tout pour éloigner les animaux de ces eaux", a expliqué un habitant de Bilaly Koto.

"AngloGold Ashanti Mali, Barrick Gold Mali Ltd, Avnel Gold, Chaka Mining, Loulo et Consolidated Mining Corporation, toutes ces entreprises utilisent le cyanure avec une extrême prudence. Elles suivent des protocoles de sécurité stricts pour minimiser les risques. Mais les Chinois et les Burkinabès ne respectent absolument rien. Nous n'avons plus de terres sur lesquelles nous pouvons cultiver, plus de flore et de faune à cause de ces Chinois et Burkinabès", a ajouté un autre habitant de Kéniéba ville, dont la maison se trouve à 100 mètres d'un site d'orpaillage à ciel ouvert abandonné par les Chinois.

L'or échappe au contrôle du fisc

L'or est l'une des principales sources de revenus pour le Mali. Il représente une part importante des exportations du pays et contribue de manière significative au PIB.

Cependant, personne ne connaît la quantité exacte d'or que ces orpailleurs (Chinois et Bur-



kinabè) extraient dans ces zones. L'or échappe au contrôle du fisc malien. D'ailleurs, les responsables de ces sites d'orpaillage font sortir l'or par le Sénégal et la Mauritanie.

La Fédération locale des orpailleurs du cercle de Kéniéba demande donc une réorganisation de l'orpaillage pour que l'or brille d'abord pour les Kéniébiens et que chacun y trouve son compte en termes de retombées économiques pour Kéniéba et pour le Mali de façon générale.

“Pour réorganiser le secteur de l'orpaillage, il suffit que le gouvernement attribue cette tâche à la Fédération locale des orpailleurs de Kéniéba. Parce que nous connaissons et nous vivons dans ce secteur. Nous ne sommes pas contre l'exploitation par les Chinois et les Burkinabè. Mais cette exploitation doit être accompagnée par des mesures d'accompagnement. Par exemple, si un Chinois vient avec son permis d'exploitation, on doit mettre à côté un fonds pour la sécurisation du site et, après l'exploitation, la réhabilitation du site”, précisera un responsable de la fédération.

“Depuis le mois de septembre dernier, nous avons élaboré un mémorandum articulé autour de sept axes stratégiques. En exploitant soigneusement ces axes, la réorganisation du secteur de l'orpaillage sera très simple pour ceux qui connaissent le secteur. Le mercredi 26 février 2025, les propositions prises en conseil des ministres pour réorganiser le secteur ont été puisées dans le mémorandum que nous avons présenté lors de notre rencontre avec l'ancien Premier ministre Choguel Maïga. Pour éviter les éboulements, nous avons adopté une politique qui consiste à mettre de côté plus de 20 pelles de banco. Les femmes prennent ce banco et le lavent. Avec cette politique, vous verrez que l'exploitation va continuer, les femmes ne descendront pas dans le site et personne ne va mourir. S'agissant de la sécurité, nous allons mettre les membres de la Fédération autour du site pour éviter le désordre. En premier lieu, ceux qui ont leur permis d'exploitation vont creuser un bassin où l'eau sale sera stockée et, après l'exploitation, nous fermerons le site pour le réhabiliter”, a ajouté notre interlocuteur.

Il reste convaincu que si le gouvernement applique à la lettre ledit mémorandum, le secteur de l'orpaillage serait bien organisé et génèrera uniquement à l'Etat plus de 10 milliards de F CFA par trimestre.

“Si nous parvenons à bien réorganiser l'orpaillage largement dominé par les Chinois, je vous assure que nous pourrions recueillir plus de 10 milliards de F CFA par trimestre. Mais il suffit juste de connaître le secteur et ses contours pour que Kéniéba et le Mali dans son ensemble puissent profiter des retombées économiques. Imaginez : en trois mois, nous avons plus de 10 milliards, mais en un an, Kéniéba seulement peut générer à l'Etat plus de 300 milliards de F CFA. Ces ressources générées par l'orpaillage peuvent permettre à l'Etat de financer des projets de développement et de payer tous les fonctionnaires du Mali. Mais dans cette cacophonie, c'est d'abord Kéniéba qui a perdu, déjà que nous n'avons pas de route, ni d'hôpitaux, encore moins d'eau potable”, a conclu notre interlocuteur.

Ousmane Mahamane
(Envoyé spécial à Kéniéba)
Source : Mali Tribune



Mali-Usa : L'argent de tous les soupçons !

Bamako demande à Washington de poursuivre les auteurs du détournement de l'aide américaine destinée au Mali. Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dit avoir suivi avec surprise, la publication du Département de l'efficacité gouvernementale des États-Unis d'Amérique, le 15 février 2025, sur les réseaux sociaux, citant le Mali parmi les pays dont les subventions américaines ont été annulées.

Cette publication porte sur une supposée subvention en faveur du Mali pour un montant de 14 millions de dollars américains, soit environ huit milliards huit cents millions de francs CFA, en appui à la cohésion sociale. Problème ! Le gouvernement du Mali s'est, depuis deux ans, réservé de signer l'Accord quinquennal de Subvention d'Objectif de Développement avec les États-Unis d'Amérique.

Ce financement concerne des projets de l'Agence Américaine pour le Développement international (Usaid), et a ajourné la mise en œuvre de certaines activités, y compris celles relatives à la cohésion sociale, à condition de respecter la souveraineté du Mali, les priorités et les procédures d'exécution nationales en la matière.

Dans la même dynamique, le Mali se reconnaît dans la nouvelle orientation des autorités américaines visant à assainir et à humaniser leurs subventions, et salue, par la même occasion, cette prise de conscience de la réalité de leur « aide publique » et les actions entreprises contre leur utilisation subversive et non conforme aux besoins essentiels des bénéficiaires.

En outre, le Mali invite les autorités américaines à engager des poursuites judiciaires

contre les personnes qui ont détourné lesdits fonds pour financer le terrorisme international, dont le Mali et les autres États de la Confédération AES sont victimes. Selon le gouvernement, il conviendrait de rappeler que le Mali, dans sa quête de souveraineté, n'a cessé de dénoncer, bien avant la mise en place de la nouvelle administration américaine, le danger de l'utilisation détournée de l'aide publique au développement.

Pour les autorités maliennes, l'aide internationale est souvent utilisée comme instrument de déstabilisation et de subversion des pays par le financement des réseaux terroristes et comme moyen de violation de la souveraineté de nos États. En droite ligne de la vision du président de la Transition, le Mali a inscrit l'ensemble de ses relations de coopération dans le cadre du respect de la souveraineté de l'État, des choix souverains du peuple malien et de la défense de ses intérêts.

À lire en encadré la réaction du Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Mali.

Siriki KONE
Source : L'Alerte



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi



COMMUNIQUÉ

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a suivi avec surprise, la publication du Département de l'efficacité gouvernementale des États Unis d'Amérique, le 15 février 2025, sur les réseaux sociaux, citant le Mali parmi les pays dont les subventions américaines ont été annulées. En effet, cette publication porte sur une supposée subvention en faveur du Mali pour un montant de 14 millions de dollars américains, soit environ huit milliards huit cents millions de francs CFA, en appui à la cohésion sociale.

Le Ministère informe l'opinion qu'il a saisi officiellement les Autorités américaines au sujet de ces faits récents.

Il conviendrait de rappeler que le Mali, dans sa quête de souveraineté, n'a cessé de dénoncer, bien avant la mise en place de la nouvelle administration américaine, le danger de l'utilisation détournée de "l'aide publique au développement" comme instrument de déstabilisation et de subversion de nos pays par le financement des réseaux terroristes et comme moyen de violation de la souveraineté de nos États.

A cet égard, en droite ligne de la vision du Président de la Transition, Chef de l'État, traduite en principes constitutionnels de gouvernance de l'action publique, le Mali a inscrit l'ensemble de ses relations de coopération dans le cadre du respect de la souveraineté de l'État, des choix souverains du Peuple malien et de la défense de ses intérêts.

C'est à ce titre que le Gouvernement du Mali s'est, depuis deux ans, réservé de signer l'Accord quinquennal de Subvention d'Objectif de Développement avec les États Unis concernant le financement des projets de l'Agence Américaine pour le Développement international (USAID), et a ajourné la mise en œuvre de certaines activités, y compris celles relatives à la cohésion sociale, à condition de respecter la souveraineté du Mali, les priorités et les procédures d'exécution nationales en la matière.

Dans la même dynamique, le Mali se reconnaît dans la nouvelle orientation des Autorités américaines visant à assainir et à humaniser leurs subventions, et salue, par la même occasion, cette prise de conscience de la réalité de leur "aide publique" et les actions entreprises contre leur utilisation subversive et non conforme aux besoins essentiels des bénéficiaires.

En outre, le Ministère invite les Autorités américaines à engager des poursuites judiciaires contre les personnes qui ont détourné lesdits fonds pour financer le terrorisme international, dont le Mali et les autres États de la Confédération AES sont victimes.

Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale réaffirme que les Autorités de la Transition du Mali, fidèles aux principes clés qui régissent l'action publique, poursuivront leurs efforts de sécurisation, de rétablissement de la paix, de la cohésion sociale et du développement durable, dans une dynamique d'appropriation nationale, de partenariat, de respect mutuel et dans le cadre de la Confédération des États du Sahel.



Koulouba, le 24 février 2025



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Paix et réconciliation au Mali : Ousmane Issoufi Maïga exhorte les Maliens au travail

Il y a quelques jours, pour l'élaboration du projet de charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, la Commission de rédaction dirigée par l'ancien premier Ministre, Ousmane Issoufi Maïga, a rencontré les forces vives et les Institutions de la République, les partis et regroupements politiques, et associations à caractère politique, les syndicats, les organisations socioprofessionnelles, le Conseil national du patronat, les Universités, les Autorités Administratives Indépendantes, Organisations de la presse, les personnes Agées, le Conseil nationale de la Transition, le Haut conseil des collectivités, la Cour Suprême, la cour constitutionnelle, le

Conseil économique, social, environnemental et culturel, le Gouvernement. Le même exercice s'est étendu à l'endroit des forces vives des dix neuf Régions du Mali, et de sa diaspora. A l'endroit des uns et des autres, Issoufi a invité les Maliens au travail pour venir à bout de la crise qu'on traverse. « Il faut se mettre au travail pour vaincre la pauvreté, pour qu'on sorte de cette situation », a prêché «pinochet»

Lors de ces rencontres dont le but ultime est d'avoir une charte nationale pour la paix et la réconciliation nationale, pour la cohésion sociale, le vivre ensemble, la sécurité au Mali, un mot a été constamment prononcé par le

président de la commission de rédaction du projet de charte, Ousmane Issoufi, à l'endroit des participants: le travail. Issoufi Maïga n'a cessé de lancer un appel pressant aux couches rencontrées, ou aux Maliens de se mettre au travail pour que le pays sorte de cette situation d'insécurité, de terrorisme, pour que les fils du Mali cessent de prendre des armes contre leur partie, leurs pères, mères, sœurs, frères, oncles, cousins ; pour que la pauvreté soit vaincue qui est la base des enrôlements des enfants dans les groupes terroristes ; pour qu'on retrouve le vivre ensemble d'antan. Selon Pinochet, c'est parce qu'on ne travaille pas, « sinon comment comprendre avec les terres cultivables de notre pays et autres richesses qu'il regorge, qu'on soit tombé aussi bas pour se trouver dans le terrorisme? » C'est parce qu'il y a la pauvreté, les gens sont pauvres », estime «pinochet» S'il n'y avait pas la pauvreté, les propres frères n'allaient pas entrer en rébellion les uns contre les autres, prendre les armes contre leur pays», a-t-il dit. A voir de près, ce cri de cœur d'Ousmane Issoufi Maïga interpelle d'abord, les autorités en charge du pays. Elles sont invitées à s'y mettre plus que jamais au travail, à la réflexion, pour





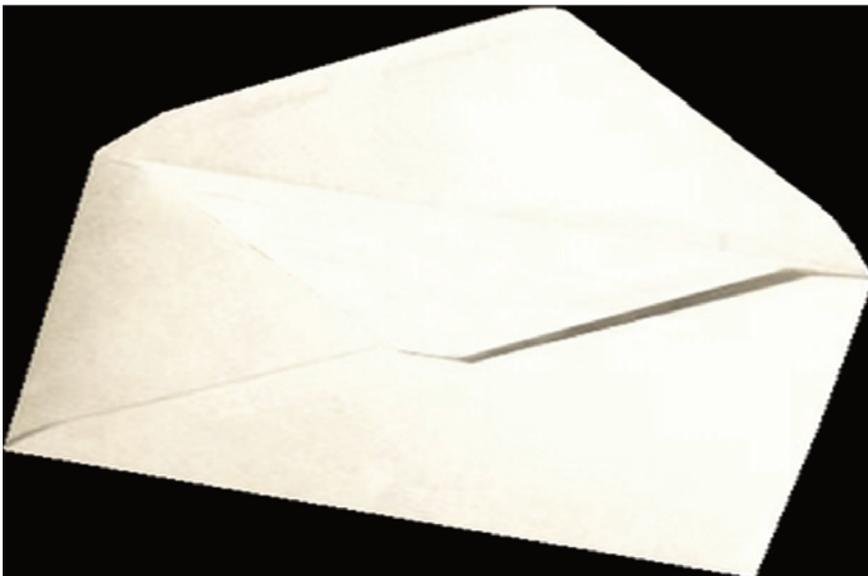
créer les opportunités d'emplois pour les fils du pays, notamment dans le secteur de l'agriculture. Il concerne également les citoyens eux-mêmes qui doivent prendre des initiatives sans attendre l'aide, l'assistance obligatoire de l'Etat. En le faisant, Pinochet reste convaincu qu'il y aura moins de pauvreté. Et avec moins de pauvreté, quand les gens auront de quoi manger, il y aura moins de mécontents, moins de frustrés, et moins d'intégrés dans les groupes terroristes, etc. La paix reviendra de

même que le vivre ensemble. Ousmane Issoufi Maiga semble être conforté dans son idée en écoutant le général de Division Yamoussa Camara, conseiller à la sécurité nationale, face aux conseillers de la République du Conseil économique, social environnemental et culturel (CESEC). «Il faut une synergie d'actions et de nos forces pour parvenir à la paix, à la cohésion sociale, au vivre ensemble et à la sécurité. Le tout militaire ne peut seule résoudre la crise sécuritaire que nous traversons. Il faut

une collaboration entre militaires et civiles, entre toutes les couches de la société pour venir à bout. Sans cela, on aura beau bouté les forces du mal hors du pays, sans collaborations sincères entre nous, ils revendront encore», a déclaré avec insistance le général de division Yamoussa Camara.

Hadama B. FOFANA
Source : Le Républicain

Lettre à grand-père : La démocratie en mal, très en mal !



Elire un président de la République pour la nation. Elire des députés pour contrôler et suivre le gouvernement mis en place par le président élu. Avoir des maires qui vont penser, réfléchir et poser des actes de proximité pour la communauté. Le peuple contrôle ses maires, ses députés, le gouvernement et ses ministres, par le bilan et le vote prochain.

Oui, tous les quatre ou cinq ans, des élections pour sanctionner le mauvais bilan et valoriser le bon bilan. Ce qui est le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple. Oui quand le juge n'est tenu que par le droit même si l'autre partie, c'est l'Etat lui-même à fortiori un homme fort du régime. Oui quand le juge n'est tenu que la loi et seulement par le droit.

Oui que le député soit couvert de l'immunité parlementaire pour lui permettre d'interpeller tout ministre qu'il veut sans crainte d'une manipulation par des poursuites ou des menaces. Oui que le ministre soit couvert l'immunité afin de protéger les secrets d'Etat et de l'Etat. Et si ce n'est le nécessaire et le vrai, qu'ils ne puissent être touchés par des menaces et des manipulations.

Oui que le juge soit immuable et inamovible que par son accord afin qu'il soit libre de dire le droit sans crainte d'être radié ou affecté. Oui que l'avocat soit sous la protection du Barreau afin, tant que le bâtonnier n'est pas rassuré, qu'on ne puisse toucher l'avocat afin qu'il puisse défendre tout le monde et tous les droits, surtout toutes les libertés.

Oui grand-père, que les partis politiques, les associations, syndicats et mouvements puissent soit grever, marcher et aller même à la

désobéissance civile pour faire revenir un président sur une décision jugée nécessaire. J'ai dit désobéissance civile pas insurrection. La différence est de taille. Le premier, prend fin si le président change d'avis, le second, n'est que rébellion.

Oui grand-père, toutes ces beautés démocratiques qui rendent beau le régime politique, le meilleur. La gestion de la cité la plus rationnelle, la plus grande, l'idéale de gestion étatique. Sans parler des institutions qui gèrent en la place des hommes. Sans parler du bon fonctionnement où chaque institution, chaque pouvoir a ses limites. Où le pouvoir arrête le pouvoir.

Où, celui qui a le feu obéit à celui qui a le pouvoir. Celui qui a le pouvoir aujourd'hui sait exactement quand, il n'aura plus ce pouvoir. Et sera donc contraint à l'humilité et au respect des droits de l'Homme et du citoyen. Cette démocratie, de tous les droits et toutes les libertés, nous pouvons la regarder partir pour très longtemps.

Ceux qui ne sont pas touchés aujourd'hui, et qui applaudissent, seront tous touchés demain. Et peut-être encore, dans dix ou vingt ans, elle reviendra au galop pour nous sauver et nous libérer. Les "démocrates", qui étaient au boulevard pour faire tomber IBK, ne verront peut-être plus jamais cette belle gestion de la chose publique. La démocratie !

A mardi prochain pour ma 289e lettre, inch 'Allah !

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune





COMMUNIQUÉ INPS

Afin d'éviter les perturbations éventuelles dans le déroulement des paiements, la Direction générale l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens que le contrôle annuel de leur existence physique s'effectuera du 1er Septembre au 30 novembre 2024.

A cet effet les retraités et rentiers sont priés de faire parvenir les pièces suivantes dans les lieux de paiement habituels avant **le 30 Novembre 2024 (délais de rigueur)** :

Pour les retraités :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Attestation de non-imposition.

Pour les conjoints survivants :

- Certificat de vie,
- Certificat de vie et/ou de scolarité des enfants,
- Certificat de non remariage.

Pour les rentiers :

- Certificat de vie.

La Direction générale de L'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 19 Août 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Micro-trottoir : Comment les Maliens accueillent le ramadan ?

Le ramadan 2025 a débuté ce samedi 1er mars 2025. Ce mois est une occasion pour les fidèles musulmans de se repentir et de se rapprocher du Créateur (Dieu). Notre équipe de reportage a sillonné les rues de Bamako pour savoir comment les Bamakois ont accueilli ce mois béni du ramadan. La conjoncture économique, avec la hausse des prix des denrées de première nécessité, inquiète un grand nombre d'entre eux.



Adama Konaté (professeur d'anglais) :

"Le ramadan a commencé il y a à peine quelques jours. Je crois que toutes les condi-

tions sont réunies pour nous, les enseignants. Les salaires viennent de tomber, donc pour le moment, il n'y a pas de grande inquiétude. Mais ce que je peux ajouter, c'est qu'à côté de la disponibilité des salaires, il y a une montée



des prix des denrées alimentaires au lieu d'une baisse en cette période de ramadan. Nous constatons que les commerçants augmentent les prix. Pour l'heure, il faut trouver une solution pour que le prix du sucre, un produit phare consommé par les musulmans, soit à la portée de tous".

Ousmane Siguiily (employé de commerce) :

"Nous prions Dieu pour qu'il nous donne la force et le courage d'accomplir ce ramadan, qui est le quatrième pilier de l'islam. Cependant, la seule chose qui m'inquiète ce sont les produits de première nécessité. Le pays traverse une crise économique et avec l'arrivée du ramadan, nous voulons que les vendeurs revoient les prix pour que tous les Maliens puissent passer un bon mois de ramadan".

Kanté (chauffeur de taxi) :

"Au Mali, le ramadan est synonyme de calvaire parce que la vie devient très chère. Nous les pauvres, nous ne pouvons pas nous permettre de nous prononcer sur cette affaire de ramadan avec la crise économique et la hausse vertigineuse des prix des produits de forte consommation. Tout ce que je peux dire, c'est que nous allons rompre notre jeûne avec ce que Dieu nous donnera".

T. (ménagère):

"En tant que femme au foyer, comme toutes les autres années, j'achète mes provisions en avance pour éviter la hausse des prix. Malheureusement, cette année je n'ai pas pu le faire avec la situation économique de mon mari. Il est impossible de conserver les légumes au frais avec le délestage".

Mamadou Kéita (chômeur) :

"J'espère que le ramadan se passera très bien, même si je suis au chômage pour le moment. Je ne sais pas comment je vais supporter les charges du ramadan, car tout bon musulman doit accomplir le jeûne comme il se doit. Je suis convaincu que ça ira par la grâce de Dieu".

Propos recueillis par
Mariam Coulibaly
(stagiaire)
Source : Mali Tribune

Chine : Deux Sessions en deux minutes dix axes prioritaires du travail du gouvernement pour 2025



La 14e Assemblée populaire nationale (APN), l'organe législatif national de la Chine, a entamé sa troisième session aujourd'hui au Grand Palais du Peuple, à Beijing. Le Premier ministre chinois, Li Qiang, a présenté un rapport d'activité du gouverne-

ment lors de la réunion. Le rapport souligne que les tâches de développement économique et social de cette année sont particulièrement complexes. Le gouvernement chinois concentrera ses efforts sur les priorités et maîtrisera les enjeux clés. La présentatrice numérique de

CGTN Français vous présente les dix axes prioritaires.

Source : cgtn.com



Développement de l'Intelligence artificielle : La Chine peut être un bon partenaire, selon Daniel NJANKOUO LAMERE



Njankouo Lamere Daniel

Président du Conseil d'Administration de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun)

Daniel NJANKOUO LAMERE est le président du Conseil d'Administration de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun). Il est également le président de l'Association camerounaise pour l'amitié et la coopération entre les peuples du Cameroun et de la Chine (ACAPECC). Dans une interview accordée à CGTN Français, M. Njankouo a soutenu que le développement de la Chine est inspirant pour l'Afrique et que l'intelligence artificielle (IA) peut bien se développer sur le continent grâce à la coopération sino-africaine.

Le président du Conseil d'administration de SCB Cameroun et président de l'ACAPECC, Daniel NJANKOUO LAMERE, est d'avis que la Chine peut partager son expérience de développement avec l'Afrique. En parlant de l'importance du développement des nouvelles forces productives de qualité de la Chine pour le développement de l'Afrique et la future coopération sino-africaine, il a souligné l'intérêt de l'Afrique au développement de la Chine. «

Nous sommes parfaitement intéressés au développement de la Chine et de l'Afrique. La Chine, elle a à nous apporter, elle a à nous apprendre. Donc notre souci, c'est de nous arrimer ce qu'elle fait et après cet arrimage, que nous puissions ramener chez nous ces connaissances que la Chine pour le moment détient et que nous ne détenons pas », a déclaré M. Njankouo. À l'entendre, l'Afrique doit bénéficier des avantages de l'Intelligence artificielle (IA) qui est en vogue actuellement. Pour le président du Conseil d'administration de SCB Cameroun, la Chine a une grande expérience dans le domaine de l'IA et pourrait aider l'Afrique à se l'approprier. « Cette intelligence artificielle qui est la chose du moment et que tout le monde essaie de maîtriser, nous pensons donc que la Chine reste un partenaire avec qui nous devons travailler et sur qui nous comptons pour améliorer notre situation en Afrique », a-t-il souligné.

Pour l'année 2025, Daniel NJANKOUO LAMERE a émis le vœu que la coopération sino-afri-

caine s'intensifie dans une vision plus large, notamment dans le secteur des véhicules électriques. « Nous souhaitons que cette année 2025 nous soit bénéfique. Nous souhaitons que dans nos rapports avec la Chine, tout ce qu'elle a de nouveau puisse être transmis en Afrique, puisse être une chose que l'Afrique partage et peut également initier son gotha économique à la réalisation de tout ce que la Chine peut avoir à mettre à notre disposition », a-t-il indiqué. M. Njankouo a évoqué la mise en oeuvre de 336 projets en Afrique dans le cadre de la coopération sino-africaine. Il a plaidé pour que ce chiffre évolue en 2025 pour atteindre le chiffre de 400. « Ce serait un intérêt pour l'Afrique et un intérêt pour nos associations. Nous avons tous envie de nous accrocher à ce qui peut nous tirer. La Chine fait partie de cela et si elle peut nous tirer vers le haut, nous ne serions que très heureux », a-t-il conclu.

Source: cgtn.com

Mustapha Sangaré, joueur du Levski Sofia : En quête d'une sélection internationale



Mustapha Sangaré, récemment arrivé au Levski Sofia en provenance de Varzim, se trouve confronté à un dilemme quant au choix de la sélection nationale pour laquelle il souhaite évoluer. Né dans la région parisienne, le joueur de 26 ans est éligible pour représenter la France, le Mali et le Sénégal en raison de ses origines familiales diverses.

Malgré n'avoir encore jamais été convoqué par l'une de ces équipes nationales, Sangaré a clairement exprimé sa préférence pour le Mali lors d'une récente interview. Ses liens de parenté avec le Mali et le Sénégal, ainsi que sa naissance en France, lui offrent un choix difficile à faire, mais il semble pencher en faveur du pays de ses ancêtres.

Depuis son arrivée en Bulgarie, le joueur de grande taille (1,96m) a montré de belles performances sur le terrain, en disputant 25 matchs toutes compétitions confondues. Avec 6 buts marqués et autant de passes décisives délivrées, Sangaré se positionne comme un élément clé de l'équipe du Levski Sofia.

Cependant, malgré ses performances prometteuses, sa convocation pour les prochains matchs internationaux des Aigles du Mali semble incertaine. Les polémiques entourant la Fédération malienne de football pourraient compliquer sa sélection pour les rencontres à venir contre les Comores et la Centrafrique dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2026.

En continuant sur sa lancée actuelle, Mustapha Sangaré pourrait prétendre à une convocation pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations en 2023. Son talent et sa détermination pourraient ainsi lui permettre de briller sur la scène internationale et de représenter dignement le Mali dans les compétitions à venir.

Fatou Sissoko

www.malikile.com



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez l'occasion de briller, vous êtes en vedette... Il n'y a pas de nuages en vue, profitez-en ! Vous êtes nerveux en ce moment, vous avez besoin de vous délasser, de vous évader du quotidien, laissez les soucis au vestiaire ! Votre optimisme est renforcé et vous donne une meilleure vision de ce que vous avez à faire. Écoutez votre inspiration et prenez votre élan pour rompre avec vos habitudes, exploitez votre potentiel, prenez de nouvelles initiatives, développez une nouvelle stratégie.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Il était temps de reconnaître vos limites. Vous allez avoir raison de faire confiance à votre entourage pour vous faire épauler. N'imposez pas votre vision des choses à tout prix. Restez souple et ouvert aux considérations des autres. Vous serez plus pétillant que jamais, aujourd'hui et positivement entraînant pour votre entourage. En effet, votre joie de vivre sera communicative et créera une agréable ambiance. Cette journée sera rythmée par de sympathiques moments de partage.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous renouerez avec votre optimisme une fois que vous aurez fait un choix définitif, ne le remettez pas. Votre forme est capricieuse et peu adaptée à vos activités, les hauts et les bas que vous éprouvez sont des signes de fatigue cérébrale.

Le climat actuel vous invite à mettre votre esprit critique en sourdine et à aller vers les autres en étant plus réceptif, plus modeste et plus diplomate. En adoptant cette attitude, vous aurez toutes vos chances de renforcer vos liens et de gagner en popularité.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Il serait stérile de vous braquer face aux changements qui sont pourtant indispensables. Tout va bien, ne résistez pas à l'envie de vous aérer, vous y gagnerez en équilibre, tonicité et meilleure mine.

Beaucoup d'endurance pour affronter cette journée. Vous avez du punch, ce qui vous pousse à apprendre, à communiquer donc, à vous renouveler. Les planètes œuvrent de concert, soit pour vous obliger à faire vos preuves, soit pour détendre un peu l'ambiance.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourrez compter sur votre entourage pour vous donner l'élan qui vous fait défaut. Suivez-les sans crainte. Votre besoin d'évasion peut tourner à la fuite des réalités pratiques, octroyez-vous du repos avant d'en arriver là, vous en avez besoin.

Vous devez abattre un gros travail qui vous stresse. Gérez-le en étant reposé et avec l'esprit clair. Trop d'activités ou de vie sociale vous épuisent et créent des problèmes avec vos proches. Essayez de vous contrôler et d'être plus sélectif.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous récolterez les fruits de vos efforts. Vous serez ravi d'apprendre l'opinion de certaines personnes à votre égard. Votre énergie en hausse vous aspire à partager avec les autres, évitez les polémiques, gardez votre calme, un échange n'est pas une attaque.

Votre efficacité va attirer des alliances fructueuses. La communication, même des plus délicates sera favorisée. Votre expression ne passera pas inaperçue, vous serez dynamique et énergique dans la poursuite de vos objectifs.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

L'agitation qui vous environne ne doit pas vous perturber. Restez concentré sur vos objectifs. Votre forme générale est à nouveau en hausse, il vous sera plus facile de vous défaire d'une mauvaise habitude.

Aujourd'hui toutes les occasions sont bonnes pour entreprendre, créer ou bien vous diversifier. Vous n'hésitez pas à écouter ce que les autres pensent de vos projets. Vous êtes réconcilié avec les remarques favorables ou pas que l'on pourrait vous faire.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cette fois, vous ne vous laissez pas abuser par de belles paroles et vous gardez le sourire. Vous éprouvez le besoin de vous dépasser, de prouver ce que vous êtes, attention à ne pas vous disperser aujourd'hui.

C'est votre journée, peu d'états d'âme et beaucoup d'énergie pour réaliser vos rêves les plus fous... Voilà le programme : vous affichez une forme splendide et un moral d'acier, vous êtes prêt à conquérir le poste ou la personne de vos rêves.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Une certaine confusion dans vos pensées freine votre efficacité. Vous avez besoin de calme plus que jamais. Vous avez également besoin de mouvement, il serait bon de vous lancer dans un sport d'endurance pour stabiliser vos énergies.

La Lune vire au mouvement et aux échanges. Sortez de votre torpeur et servez-vous pour une fois de votre tête plutôt que de vos émotions : vos activités seront beaucoup mieux ajustées et plus rentables. Il faut aussi sortir un peu de chez vous pour rencontrer des opportunités !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous évoluerez vers vos rêves, cela vous distrait du présent. Concentrez-vous sur les détails pratiques. Vos forces ne sont pas un puits sans fond... Vous vous surmenez sans en avoir conscience, il faut ralentir votre tempo !

Vous vous sentez aujourd'hui plus paisible et plus tranquille et vous retournez à votre routine quotidienne. Des conversations particulièrement gratifiantes avec les personnes que vous aimez vous donnent une vision plus spirituelle et bienveillante de qui ils sont vraiment.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Tout ce qui est lié aux démarches officielles, juridiques, administratives est favorisé. C'est le moment d'agir en ce sens. Ne perdez pas votre temps dans des futilités, allez à l'essentiel et tout se passera pour le mieux.

Aujourd'hui, vous saurez convaincre avec diplomatie et communiquer votre bonne volonté à votre entourage. Vous serez plus qu'enchanté de constater quels effets positifs votre bienveillance et vos propos ont sur les autres. La journée s'annonce particulièrement chaleureuse et positive !



Poisson (19 février - 21 mars)

La fin d'un problème va vous permettre de vous rapprocher de la sérénité. Il peut devenir plus réel encore que vous ne le pensez. Le surmenage n'est pas très loin. Pensez à vous et recherchez la paix à tout prix pour récupérer.

Aujourd'hui, c'est avec motivation et bon sens que vous serez capable de trouver des solutions. Vous allez affronter les problèmes sous un nouvel angle et réussir à vous détacher de ce qui vous limitait ou vous freinait jusqu'à présent.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1177 Malikilé

1592 Malikilé

Intégration et suivi aux membres de l'élite de leaders politiques - Réactions vives de l'opposition

Le ministre Diop à la Conférence des Nations Unies

Le Combat de Yahya Samaké

Defence de la Démocratie et des Libertés Fondamentales au Mali

Recommandé 2024 - Les experts ont dit

1177 Malikilé

1593 Malikilé

Centre de Formation Professionnelle de Séno - Cérémonie d'ouverture de l'Atelier National de Validation de la Stratégie Nationale de l'Entrepreneuriat au Mali

Visite de Président Assimi Goita au Burkina Faso

Renforcement de la coopération bilatérale

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1594 Malikilé

Renforcement des relations diplomatiques et humanitaires - Les Ambassades au Mali et au Burkina fermées et une nouvelle ouverte à Dakar

Justice internationale

Al Hassan reconnu coupable de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1595 Malikilé

Politique autour de l'absence de Déclaration de politique générale de Premier ministre au Sénégal - enjeux et implications

Mémoire de l'histoire / Chaguel

Un tissu de mensonges ?

CFI - Condamnation d'Al Hassan

Conférence de haut niveau - Impact et Perspectives

1177 Malikilé

1596 Malikilé

État de tension de fond pour l'ouest contre la dégradation - Une initiative de Riyad Bamba Assani et de l'Association Espoir en Rouge

Mali

La rançon de la quête de souveraineté

CFI - La France des Nations de l'indépendance des Nations Unies

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

1177 Malikilé

1597 Malikilé

Fin de la guerre civile au Mali - Le Rassemblement National en position de force, mais la bataille finale reste à venir

Primaires

Pathétique Chaguel !

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1598 Malikilé

Haute diplomatie de haut niveau à Rio de Janeiro - Le ministre Diop rencontre son homologue des Emirats Arabes Unis

Situation sécuritaire au Mali

Retour sur les événements marquants du mois de juin 2024

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

1177 Malikilé

1599 Malikilé

Renforcement de la coopération énergétique entre le Mali et la Russie - Le Président Assimi reçoit en audience l'ambassadeur russe au Mali

Initiative royale pour l'Afrique atlantique et le Sahel

Quels projets pour l'accès des pays du Sahel à l'Atlantique ?

Le Mali appuie le 27 juillet de l'ONU - Une semaine qui rappelle une victoire

Près de 1000 personnes ont été évacuées de l'ouest du Mali - Les Maliens ont une réponse claire face à l'attaque terroriste

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23